Déclaration liminaire CGT
CSE des UON du 27 JANVIER 2022

Dans nos entreprises, il n'y a pas que des actionnaires, Il y a aussi des salariés !

En 10 ans, la grille des salaires a perdu 10% sur l'inflation cumulée…

Les entreprises du secteur engrangent des résultats records, ce sont les salariés et les retraités qui trinquent pendant que les actionnaires se gavent et que les usagers, devenus « clients », payent plein pot leurs factures.

Dans la distribution, quand on sait que, selon 2 rapports d'expertise, un salarié d'Enedis en 2020 a produit 239 000 € de richesse et un salarié de GRDF en a produit 223 000 €. Ajoutons à cela qu'entre 2010 et 2020, l'agent d'Enedis a produit 40% de richesse en plus sur 10 ans et celui de GRDF, sur la même période, en a produit 21% en plus…

On peut légitimement se demander où sont passés ces plus ?

Dans les IEG, ce sont plus de 5 milliards d'€ de dividendes qui sont versés en moyenne chaque année aux actionnaires des groupes Engie et EDF, soit 37 615 € par agent.

Sans complexe, GRDF vient d'annoncer la remontée de 1,4 milliards d'€ à la maison-mère Engie lors des 3 prochaines années et dans le même temps, voudrait supprimer 700 emplois, soit 6% des effectifs actuels de GRDF.

Enedis, également décomplexé, a annoncé pratiquement 1 milliard d'€ par an de remontée de dividendes à la maison-mère EDF pour les 4 ans à venir en commençant par 740 millions d'€ en 2022 !

POURTANT TOUS CES MILLIARDS SONT PRODUITS PAR NOUS, LES AGENTS…

Profits extorqués au-delà de toute morale, quand ENEDIS et GRDF demandent un financement public des charges de personnel et ensuite, ne les reversent pas aux salariés. Utiliser des fonds publics à une autre fin que la raison de leur attribution, c'est ce que la loi explique comme étant le délit de détournement de fonds publics.

Voici la preuve que les revendications des agents concernant l'augmentation de leur salaire ne coûteront pas un centime aux usagers, elles empêcheront juste les Directions et la CRÉ de détourner les fonds publics attribués pour la reconnaissance des agents... Et donc de réfuter la décision de nos employeurs de nous octroyer seulement une hausse de 0.3% des salaires, soit environ 4.50 € pour un agent qui gagne 1500 € net par mois !

Cette augmentation du SNB est clairement une insulte pour le personnel, et cela n'a que trop duré !

Plus globalement, les agents des IEG ont vu, depuis 2011, leur salaire augmenter de 2% quand l'inflation, elle, a bondi de plus de 12%. Le pouvoir d'achat a donc clairement reculé de 150 € nets par mois pour ce même agent qui gagne 1 500 € !

La question des salaires, des pensions, et de la reconnaissance du travail est légitime, même si certains aimeraient nous faire croire le contraire ! Nous ne sommes pas des « privilégiés » ! La seule chance que nous avons est d'avoir un travail. Et notre travail doit être reconnu et rémunéré en conséquence, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui !

La mobilisation est nécessaire pour faire entendre la voix des agents et la grève du 25 janvier 2022 en est leur expression de colère : « cela a trop duré » !

Pour preuve, ce 25 janvier ce ne sont pas moins de 50 000 agents actifs et retraités de l'électricité, du gaz, des mines et de l'énergie atomique qui se sont mobilisés, organisant de multiples actions sur tout le territoire…!

La grève reconductible a été décidée et se poursuit avec des temps forts, comme hier, mercredi 26 Janvier en interfédérale contre les décisions électoralistes et politiciennes à l'encontre d'EDF, qui mettent en péril l'ensemble du Service Public de l'Énergie.

Ce jeudi 27 janvier par des mobilisations interprofessionnelles à l'appel de la CGT, FO, FSU... pour continuer la lutte sur le pouvoir d'achat des travailleurs et retraités au travers de nos salaires et pensions...

Donc cette année 2022 commence fort et ça va continuer !

Jeudi 13 janvier 2022, le Gouvernement Français, Bruno Lemaire et Barbara Pompili en tête, ont décidé de sacrifier EDF, pour entretenir la soi-disant « concurrence libre et non faussée » et enrichir les fournisseurs dit « Alternatifs ».

EDF devra céder 120 TWh à ses concurrents au prix de 46,20 € du MWh.

Ne pouvant plus produire suffisamment, depuis la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim le 22 février 2020 et celle des centrales à charbon, ainsi que la mise à l'arrêt d'une dizaine de réacteurs pour révision ; EDF va devoir acheter de l'électricité sur le marché européen au prix fort (environ 300 €/MWh). Les salariés apprécieront ou pas de travailler et produire 40 % de l'électricité pour contribuer aux dividendes de leurs concurrents et implicitement tuer leur propre entreprise et le Service Public de l'électricité.

Cette mesure coûtera environ 8 Milliards d'€ pour un an aux usagers, (soit le prix d'un EPR). Une mesure tout simplement électoraliste, d'un Gouvernement qui ne sait et ne veut pas vouloir remettre en cause la libéralisation du secteur de l'énergie, qui est une véritable catastrophe.

Depuis 20 ans en Europe, ce sont des centaines de milliards qui sont partis en profits au détriment des investissements nécessaires.

Aujourd'hui, nous payons cette politique : l'Europe manque d'énergie et les centrales thermiques au gaz ou au charbon tournent à plein régime, faisant la hausse

vertigineuse des prix du charbon et du gaz. Du fait que la libéralisation repose sur un marché unique de l'électricité, la production thermique d'électricité depuis le gaz et le charbon fait exploser les prix de l'électricité. Sauf qu'en France, la production d'électricité à partir du gaz et du charbon ne représente même plus 10% et que donc, l'électricité ne devrait pas augmenter de façon aussi brutale.

C'est donc en raison du marché unique de l'électricité que les prix de l'électricité augmentent en France !

L'ARENH est une stupidité ou mieux, une escroquerie. En effet, obliger EDF à vendre à ses concurrents l'électricité qu'elle produit, c'est tout simplement inciter à ce que ses concurrents ne produisent pas et n'investissent pas pour la produire. Ils ne prennent que des profits au détriment de l'intérêt général. Une règle toute simple consisterait à n'autoriser que la vente de l'électricité que l'on produirait et ainsi on pourrait voir qui est prêt à investir !

Et puis le fonctionnement du marché unique implique une "régulation". En France c'est à la CRÉ (Commission de régulation de l'Energie) cette obligation de mise en œuvre. Aucune concurrence, la CRÉ fixe les prix de la production (ARENH), fixe le prix de l'acheminement (TURPE et ATRD), fixe les tarifs réglementés de vente et pour quel résultat.

La facture des usagers explose, la feuille de paie des salariés diminue, l'énergie manque, tout cela pour ne servir qu'un seul intérêt : les profits des actionnaires.

Profits extorqués au-delà de toute morale ! Ainsi, le prix de l'électricité a récemment augmenté parce que la CRÉ a décidé de faire payer une perte COVID de plusieurs centaines de millions d'€ pour maintenir et augmenter les dividendes d'ENEDIS et de GRDF. La précarité énergétique, Bruxelles et le Gouvernement, s'en foutent !

La libéralisation, qui était née de la critique de la nationalisation, est plus qu'un échec, une impasse. La FNME-CGT et ses militants luttent pour mettre fin à cette supercherie. Il faut donc comprendre que sans remise en cause de la libéralisation du secteur de l'énergie, rien ne pourra nous soustraire à cette folie et surtout pas le projet HERCULE que nous voyons revenir : on saigne à blanc EDF et ensuite on viendra nous dire que pour sauver EDF, il faut nationaliser. Avec l'ARENH ?!

D'un outil opérationnel public au service de l'intérêt général, EDF devient un outil financier pour corriger les effets néfastes du système capitaliste devenu fou en jouant avec ce bien.

Enfin, en ce qui concerne le projet **ASTRID** dont la consultation est à l'ordre du jour de la réunion du CSE, il nous semble indispensable d'être consultés **AVANT**, sur le projet de Transformation des Activités Communes (*TAC).* En effet, une partie importante des agents dont le lieu de travail sera déplacé sur le site **ALTIPLANO**, site uniquement ENEDIS, **est encore affectée à la réalisation d'activités communes à ENEDIS et GRDF et dépend toujours d'un "donneur d'ordres" commun !**

Nous demandons que les dossiers soient traités dans l'ordre et ainsi de reporter la consultation d'aujourd'hui à une date ultérieure.

En ce qui concerne le point sur la synthèse des RP, comme pour le point précédent, nous demandons le report de celui-ci à une prochaine séance sachant qu'il n'y a pas d'urgence à traiter celui-ci ce jour.

Pour conclure, aujourd'hui, les Organisations Syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle partout en France pour demander l'augmentation des salaires et des pensions dès maintenant. Comme nous l'avons explicité plus avant dans notre déclaration, les salariés des IEG ne sont pas des nantis et sont aussi victimes de régression salariale depuis de trop nombreuses années. C'est pour cela que la FNME-CGT appelle l'ensemble des salariés des IEG à participer massivement aux différents rassemblements et manifestations organisés départementalement ou régionalement ce jeudi 27 janvier.

Pour toutes ces raisons, la Délégation CGT quitte la séance du CSE des UON de ce jour afin de rejoindre les salariés en mouvement.